

ainsi entretenus avec enthousiasme, dans l'intérêt de leur bourgeoisie respective, pendant que ces mêmes bourgeoisies étaient armées et approvisionnées par les Russes, les Américains et les Chinois.

Le cessez-le-feu qui est encore en vigueur, marque seulement une pause dans la lutte pour le contrôle du continent indien. Cependant, il est important d'analyser les effets des récents combats, sans tenir compte de combien ils ont pu être de courte durée.

Le démembrement du Pakistan n'a pas seulement rendu l'Inde, principale puissance dans la région; il a aussi arraché au Pakistan la source de 40% de son produit national brut, et à peu près, la moitié des gains de son commerce extérieur.

Le Pakistan possède maintenant des moulins à jute, mais pas de source de jute à l'intérieur de ses frontières. En plus de la perte du matériel brut bon marché en provenance du Bengale oriental, le Pakistan a également perdu un marché captif d'environ 100 millions de dollars par an, pour ses industries en voie de développement. Finalement, le Bangla-Desh a nationalisé toutes les industries penjabies des firmes pakistanaïses occidentales travaillant au Bengale oriental.

Cette catastrophe économique, qui a été le résultat de sa défaite sur le champ de bataille, n'a pas eu comme seul résultat un nouveau gouvernement au Pakistan, conduit par Ali Bhutto, mais une vague de nationalisations et reprise par le gouvernement des firmes industrielles de pointe. Le développement des tendances capitalistes d'Etat est devenu une nécessité après la perte du Bengale oriental.

L'industrie lourde du Pakistan est simplement trop faible et inefficace pour être compétitive sur le marché mondial.

En outre, ces industries— 60% d'entre elles sont possédées par les fameuses " 22 familles " du Pakistan, qui contrôlent aussi les banques et les assurances— n'ont pas réinvesti leurs profits. Un bon pourcentage de ces profits a simplement été mis à l'abri dans des banques européennes, plutôt qu'utilisé à un réinvestissement " productif ".

Par une nationalisation de facto, de plus de 30% des firmes industrielles, le président Bhutto espère jeter les bases d'un capitalisme d'Etat plus rationnel et plus compétitif. Ces nationalisations s'accompagnaient de la menace pour les " 22 familles " de subir des peines rigoureuses si elles ne rapatriaient pas, et ne mettaient pas à la disposition de l'Etat les quelques 200 millions de dollars, pour l'instant détenus par les banques étrangères.

Enfin, le président Bhutto a exigé des travailleurs qu'ils augmentent leur rendement et s'engagent à ne pas s'aventurer dans des grèves pendant les heures de péril traversées par le pays.